

Le cinéma algérien :

Par Boualem Aïssaoui

Acteur et observateur de l'activité audiovisuelle et cinématographique depuis une cinquantaine d'années bien consommées, aussi loin que mes souvenirs remontent, nulle trace d'une déclaration solennelle et de surcroît devant une représentation nationale d'un Premier ministre de la République dressant un état des lieux sans appel et s'engageant avec la détermination et les termes qu'il faut à relancer le cinéma algérien dans son développement artistique et sa dimension économique, inscrivant d'emblée cet objectif au rang d'une action prioritaire dans son programme de gouvernement.

C'est peut-être cet appel qui ne semble pas avoir eu l'écho attendu auprès de l'Exécutif au moment où il avait été lancé il y a un an maintenant, que Monsieur Abdelmadjid Tebboune reprend à son compte dans ses nouvelles fonctions de Premier ministre, convaincu de sa portée culturelle et économique, et de son impact sur l'image du pays, à l'intérieur et à l'extérieur de ses frontières, pour peu que la rigueur dans la gestion et la recherche permanente de la qualité et de l'excellence s'inscrivent comme des constantes dans les feuilles de route des gestionnaires et des professionnels du secteur.

L'évaluation qu'il fait de la production cinématographique, la fierté et la nostalgie qu'il nourrit à l'endroit des films algériens des premières années de l'indépendance auxquels les publics, d'une génération à une autre, continuent d'accorder leurs suffrages avec une sincère affection, le regard sévère posé sur certaines productions actuelles qui engloutissent des budgets surdimensionnés au regard de ce qu'elles proposent à l'écran qui demeure, ne l'oublions pas, un comptable incorruptible qu'il s'agisse des dépenses engagées ou de la qualité de l'offre thématique et artistique à la réalisation de laquelle elles auraient contractuellement servi, renseignent aussi bien sur la densité du rapport culturel, que l'homme entretient en tant que cinéophile avisé avec le septième art, que sur le bien-fondé de son expertise immédiate d'un secteur resté à ce jour, en l'absence d'une volonté politique franchement affirmée, dans les limites d'un dossier toujours à l'étude.

Un dossier que les ministres qui se sont succédé à la tête du département culturel ces trente dernières années ouvrent pourtant, dès leur installation, à la réflexion en se médiatisant à outrance, sans toutefois avoir la capacité d'aller plus loin dans leur démarche, faute d'une décision politique porteuse d'une vision globale et de moyens appropriés pour sa mise en œuvre, à l'exception, si on s'arrête sur les deux décennies qui s'achèvent, de M^{me} Khalida Toumi au caractère bien trempé qui avait défendu, d'un exercice à un autre, bec et ongles, la valorisation du budget de son département et dont il serait injuste de ne pas souligner les actions d'ordre réglementaire accomplies avec persévérance sur les plans interne et externe pour doter le secteur de lois même si elles restent naturellement perfectibles et soutenir son développement et sa promotion par la conclusion d'accords de coproduction et de coopération culturelle avec des Etats étrangers connus pour leur longue tradition cinématographique, et de l'actuel titulaire du poste, M. Azzedine Mihoubi, sous la

direction duquel une étude sérieuse et exhaustive qui intègre, il faut le dire et c'est tout à son honneur, les efforts de ses prédécesseurs, accompagnée de propositions concrètes élaborées en consultation avec des professionnels et des experts, appelait il y a peu à une refondation des structures du cinéma national et à l'urgence de sa relance.

C'est peut-être cet appel qui ne semble pas avoir eu l'écho attendu auprès de l'Exécutif au moment où il avait été lancé il y a un an maintenant, que Monsieur Abdelmadjid Tebboune reprend à son compte dans ses nouvelles fonctions de Premier ministre, convaincu de

sa portée culturelle et économique, et de son impact sur l'image du pays, à l'intérieur et à l'extérieur de ses frontières, pour peu que la rigueur dans la gestion et la recherche permanente de la qualité et de l'excellence s'inscrivent comme des constantes dans les feuilles de route des gestionnaires et des professionnels du secteur.

Le cinéma algérien a-t-il enfin trouvé l'homme qui le réconciliera définitivement avec le public en lui donnant les instruments réglementaires et les moyens industriels et financiers de sa refondation en tant que secteur d'activité créateur d'emplois et de richesses et en tant qu'art populaire par excellence qui nourrit et se nourrit de tous les arts et qui participe par son langage universel et la fascination qu'il exerce sur tous les âges à l'élévation du goût artistique du citoyen, à son bien-être, et pourquoi s'en cacher, à la cohésion nationale par le seul fait, au-delà des thèmes dans lesquels le spectateur peut reconnaître son image, que des hommes et des femmes de diverses catégories sociales et générationnelles, et de différentes régions du pays, se retrouvent réunis le temps d'une projection, dans une démarche volontaire et dans une ambiance particulière, en un même lieu et au même moment ?

Passons à l'acte. Quelle ordonnance pour la relance du cinéma algérien à bref délai ?

Sans divulguer «des secrets d'Etat», les problèmes que rencontre ce secteur d'activité étant du domaine public, pour peu que l'on prête une oreille attentive aux déclarations courageuses de ceux qui en ont la charge sur le plan institutionnel et aux voix de ceux qui les vivent parmi les professionnels qu'ils soient de l'ancienne ou de la nouvelle génération, qui n'émargent les uns comme les autres ni à l'arrogance, ni à la suffisance, ni au sectarisme, ni au pessimisme ; dans le respect de la thérapie que le Premier ministre, nouvellement investi, compte appliquer, les chantiers à mener simultanément sont, pour être dans le

consensus, au moins de trois ordres. D'abord accélérer et rendre effective la restructuration engagée pour mettre un terme au double emploi ou au chevauchement de prérogatives d'organismes en charge partiellement ou globalement de l'activité cinématographique, en éliminant les établissements parasites et en recentrant l'action des deux seules entités qui peuvent prétendre légitimement au statut de «majors compagnies» et être renforcées, à savoir le Centre national du cinéma et de l'audiovisuel (CNCA) et le Centre algérien pour le développement du cinéma (CADC) autour de tâches réglementaires, de formation, d'aides directes et indirectes, de production, de création de studios, de post-production, de doublage et d'archivage.

Parce qu'ils constituent le nerf de la «guerre», le patrimoine des salles de cinéma actuelles et à venir, l'exploitation et la distribution ne devraient relever ni de l'autorité centrale, une fois la rétrocession des salles achevée, ni d'un organisme déjà en place quels que soient ses mérites, mais dépendre d'un office commercial nouveau dont l'organigramme serait ajusté à la seule fonction pour laquelle il est créé, qui aura toutes les prérogatives pour conduire la réhabilitation des salles de cinéma de retour à leur vocation d'origine, de veiller à leur mise aux normes technologiques en vigueur, de susciter et accompagner l'investissement privé dans le secteur, de former ou de mettre à niveau les personnels techniques, de gestion et de contrôle en rapport avec sa mission, d'élaborer une politique de distribution sur la base de critères qui protègent le public de toutes formes de violence et d'aliénation en restant ouverte aux cinémas du monde qui cultivent le beau et donnent de l'homme une image valorisante.

N'oublions pas qu'historiquement, le Fonds de développement de l'art, de la technique et de l'industrie cinématographiques (Fdatic) était alimenté en grande partie par un prélèvement sur les tickets d'entrée aux salles de cinéma, et il serait heureux de revenir à cette tradition qui a fait les beaux jours du cinéma algérien. Les contributions financières accordées étant considérées il est vrai, déjà à l'époque, comme des avances sur recettes, et non comme des «concours définitifs», ce qui plaçait en principe, dès le départ, les gestionnaires et les cinéastes dans une perspective de compétition artistique et de rentabilité économique et financière, un beau film se mesurant, peut-il subsister ici le moindre doute, aux recettes qu'il génère, n'en

En somme, tout est à refaire ou à faire dans le domaine de la formation. C'est dire toute l'urgence à ouvrir ce chantier qui conditionne le succès de la relance dont les effets conjugués devraient commencer à apparaître graduellement dans un délai de trois à cinq ans si toutes les actions sont intelligemment combinées et mises en œuvre simultanément.

déplaie à ceux qui ont proclamé un jour, sans crainte du ridicule, que la désaffection massive du public à l'endroit de leur œuvre s'expliquait simplement par le fait qu'il fallait laisser le spectateur gagner en maturité et attendre au moins dix ans pour voir la tendance s'inverser.

On comprend pourquoi dans notre approche de la question du financement,

l'activité cinématographique dans son volet exploitation et distribution devrait s'exercer et se développer par ses propres moyens, en mode autonome et ne pas être réduite à une sous-activité d'un méga-organisme existant, qui s'acquiesce par ailleurs parfaitement de ses tâches traditionnelles. Parallèlement à ces actions qui participent de la restructuration institutionnelle et des refontes de textes réglementaires pour recadrer des missions et alléger le dispositif d'encadrement de l'activité cinématographique qui compte pas moins de six organismes avec malheureusement le bilan que l'on sait, il faut urgemment travailler en collaboration avec l'enseignement supérieur, à la création d'une école nationale supérieure de formation aux métiers du cinéma et de l'audiovisuel à partir du noyau existant à l'Institut supérieur de formation aux métiers de l'art du spectacle et de l'audiovisuel (Ismas). Il est anormal en effet que le journalisme, la musique, les beaux-arts, pour ne citer que ces disciplines, disposent de grandes écoles et que le cinéma qui fait travailler tous les arts reste livré à lui-même, sans structure d'enseignement académique et de formation de haut niveau.

Renforcer les capacités techniques et d'encadrement de l'Institut national de formation spécialisé (INSFP) d'Ouled Fayet avec l'ouverture de centres ou de sessions de formation à la carte dans les capitales de l'est, de l'ouest et du sud du pays en fonction des besoins régionaux, soutenir les écoles privées en service dans le développement de leur potentiel technique et pédagogique, encourager d'autres initiatives à s'investir dans le domaine par des mesures incitatives étalées dans le temps, multiplier la cadence des ateliers périodiques de formation spécifique et de perfectionnement auprès du CADC en coopération avec les grandes écoles de cinéma du bassin méditerranéen et des pays du nord et en application des accords de coopération signés avec des pays étrangers, offrir par voie de concours, des bourses de spécialisation aux meilleurs étudiants, accompagner la reconstruction du réseau des cinéclubs dans les écoles, les lycées, promouvoir la critique cinématographique par l'aide à la création de revues, autant de mesures prioritaires adossées au projet majeur de création d'une école de cinéma, pour rattraper le lourd déficit en matière de formation, devenu au fil des ans un sérieux et légitime motif d'angoisse pour nombre de professionnels dès qu'ils s'approprient à constituer leurs équipes techniques.

En somme, tout est à refaire ou à faire dans le domaine de la formation. C'est dire toute l'urgence à ouvrir ce chantier qui conditionne le succès de la relance dont les effets conjugués devraient commencer à apparaître graduellement dans un délai de trois à cinq ans si toutes les actions sont intelligemment combinées et mises en œuvre simultanément.